

Zugang zu Saatgutvielfalt

statt

Abhängigkeit von Gentechnik-Konzernen

Acceso a la diversidad de semillas
en lugar de depender de las empresas de ingeniería genética

Access to seed diversity
instead of dependence on genetic engineering corporations

L'accès à la diversité des semences
au lieu de dépendre des entreprises du génie génétique



Bäuerliche Protestnote

Aufruf an die Internationale Agrarminister:innen-Konferenz

Berlin, 21. Januar 2023

L'accès à la diversité des semences au lieu de dépendre des entreprises du génie génétique

"Ce n'est qu'avec la diversité inhérente à l'agriculture paysanne que la transformation durable des systèmes alimentaires peut réussir."

Appel à la Conférence internationale des ministres de l'agriculture

Berlin, 21 janvier 2023

Face à la crise alimentaire mondiale chronique, qui continue de s'aggraver drastiquement, et à la situation tendue dans les exploitations agricoles, nous, agriculteurs, sommes venus à Berlin avec nos tracteurs pour la désormais treizième fois consécutive, afin de participer à la manifestation " We're fed up " et au Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture (GFFA). Nous, agriculteurs, sommes de plus en plus préoccupés par nos exploitations et celles de nos collègues du monde entier. Nous regardons la dernière année au pouvoir de la coalition traffic light avec un grand mécontentement. En effet, le bilan du gouvernement donne à réfléchir : trop peu, trop lentement, trop de concessions à l'industrie agricole et aux profiteurs du système existant. Ce n'est pas à cela que ressemble une transformation des systèmes alimentaires !

Pas plus tard qu'en avril dernier, quelques semaines après l'attaque russe en Ukraine, nous vous appelions, Monsieur Özdemir, lors d'un rassemblement commun devant le ministère de l'agriculture, à réfléchir ensemble aux crises et à ne pas les opposer les unes aux autres. Mais nombre de nos demandes n'ont pas été entendues, bien au contraire. Il semble en effet que le gouvernement fédéral prenne des positions exactement opposées. D'abord, en juin, les zones écologiques protégées ont été ouvertes à l'exploitation. Ensuite, le financement de la transition nécessaire vers un élevage adapté aux espèces et au climat a été refusé et les subventions sont toujours accordées en fonction de la surface au lieu de récompenser les prestations écologiques. Mais ce sont précisément les efforts des agriculteur-trices pour une transition agro-écologique qui sont au cœur du débat allemand et européen sur la transformation du système alimentaire. Ils ont besoin d'un cadre clair pour aborder cette transformation. Il en va de même au niveau international : ici aussi, la transformation est reportée. Par exemple, le soutien international n'a pas été accordé aux producteur-trices qui défendent une transformation durable du système alimentaire adaptée à la région et la souveraineté alimentaire. Au lieu de cela, les réponses à la crise se sont concentrées sur le maintien de l'ouverture des marchés et sur la baisse des prix des engrais chimiques synthétiques. Ainsi, au niveau international également, l'approche est celle du " business as usual " au lieu de transformer le système alimentaire.

Au lieu de promouvoir la diversité paysanne dans les champs, nous vivons un retour en arrière, tant au niveau national qu'international : le mythe persiste que des augmentations monocausales de la production et des solutions techniques fatalement simplifiées, comme la numérisation ou le génie génétique, peuvent créer la sécurité alimentaire. Avec la société civile, ces fausses réponses nous poussent dans la rue. Une fois de plus, le thème de la GFFA de cette année "Transformer les systèmes alimentaires : Une réponse mondiale à des crises multiples" suscite de grandes attentes et de grands espoirs parmi nous. Le titre est bon, mais nous avons des doutes quant à sa mise en œuvre. Pour nous, la même chose qu'en avril : semer la paix, mettre fin à la guerre - la lutte contre la faim doit être abordée de manière structurelle et dans le cadre du Conseil mondial de l'alimentation CSA.

Nous reconnaissons l'engagement du BMEL en faveur de cet agenda au cours des derniers mois et constatons également les changements structurels qui ont été initiés au sein du BMEL pour renforcer le droit à l'alimentation et le CSA.

Le GFFA lui-même semble également en train de changer. Nous considérons l'inclusion centrale du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation comme une étape importante, précisément parce que cette mesure va de soi et qu'elle était attendue depuis des années. Nous espérons qu'il s'agit de la dissolution des blocages de transformation qui durent depuis des décennies en Allemagne. Mais ce n'est aussi qu'un premier pas qui doit être suivi de beaucoup d'autres.

Nous sommes sceptiques car, d'une part, la coalition Traffic Light manque d'une politique crédible en faveur d'un tournant agro-écologique et, d'autre part, elle n'a pas l'ambition de mettre en œuvre les résolutions internationales au niveau national et européen. Le droit à l'alimentation et les droits des paysan·nes doivent être les principes directeurs d'une politique cohérente ici et dans le monde entier - pour le Sud comme pour le Nord.

Chaque année où aucune action ambitieuse n'est entreprise signifie la perte d'encre plus d'entreprises et l'augmentation des inégalités et de l'injustice. Rien ne démontre plus dramatiquement l'augmentation extrême des inégalités que les 828 millions de personnes qui souffrent de faim chronique. Dans le même temps, les bénéfices des entreprises agroalimentaires continuent de croître. Il incombe au CSA de formuler des réponses dans le sens du droit à l'alimentation pour surmonter cette inégalité croissante. Le rapporteur spécial des Nations unies souligne également cette nécessité et appelle à un plan d'action mondial pour faire respecter le droit à l'alimentation. Ces réponses seront inconfortables pour beaucoup d'États, d'entreprises et de particuliers, car il s'agira certainement aussi de redistribution.

Les semences sont des biens communs

Depuis plus de 10 000 ans, les paysan·nes sélectionnent, échangent, stockent et vendent des semences. Ce faisant, ils ont créé la diversité qui nous donne chaque jour une nouvelle vie. Il s'agit d'une contribution essentielle pour garantir la souveraineté alimentaire. Les semences sont des biens communs. Mais le colonialisme et l'industrialisation de l'agriculture n'ont cessé d'éroder ce précieux patrimoine et de restreindre davantage les droits des paysan·nes. Par le biais des droits de propriété intellectuelle et des brevets - notamment mis en œuvre par les accords commerciaux - les entreprises ont acquis de plus en plus de pouvoir sur les semences et notre alimentation. De nombreux paysan·nes ont perdu leur souveraineté en matière de semences et sont désormais dépendant·es des multinationales semencières, qui déterminent quelles semences avec quelles caractéristiques sont commercialisées. Cette évolution est fatale et entrave la réalisation du droit à l'alimentation et l'éradication de la faim. En même temps, cette dépendance conduit à l'uniformité dans les champs et menace ainsi la biodiversité.

Pour contrer ce phénomène, enrayer la perte de biodiversité agricole et reconnaître la contribution incommensurable des paysan·nes et des autochtones à l'alimentation et à la biodiversité mondiales, la communauté internationale a formulé les droits des paysan·nes et des autochtones à la fin du 20e et au début de ce siècle et a adopté la Convention sur la diversité biologique (CDB) et ses protocoles, le Traité international sur les semences (TIRPAA), la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysan·nes (UNDROP).

L'accès rural à la diversité des semences doit enfin être garanti et les accords internationaux tels que l'UNDROP doivent enfin être transposés dans le droit national. Sans la diversité (des semences) agricole, il ne sera pas possible de vaincre la faim.

Réglementation stricte du génie génétique au lieu d'accroître la dépendance à l'égard des entreprises de semences et de biotechnologie.

Combattre la faim de manière structurelle signifie aussi s'opposer résolument aux mauvaises solutions pour lutter contre la faim. Il est grand temps, car un puissant lobby composé de certaines entreprises et d'associations techniques et scientifiques s'engage pour que les nouveaux procédés de génie génétique soient exemptés de réglementation dans le cadre de la législation européenne sur le génie génétique. Ces acteurs ne cessent de justifier l'exemption de réglementation en affirmant que les nouveaux procédés de génie génétique sont nécessaires pour lutter contre la faim. Ceci en dépit du fait que même la première génération de génie génétique n'a pas contribué à la lutte contre la faim, mais a contraint des millions de paysan·nes à dépendre des sociétés agricoles et à s'endetter. Dans le même temps, des systèmes de production basés sur des plantes génétiquement modifiées tolérantes aux pesticides ont été mis en place et font peser une charge extrême sur la biodiversité. Aujourd'hui encore, les nouvelles méthodes de génie génétique ne contribuent pas à lutter contre la faim ni contre les crises du climat et de la biodiversité. La déréglementation entraînerait l'entrée des OGM sur les marchés des semences et des denrées alimentaires sans évaluation indépendante des risques, sans traçabilité et sans étiquetage. Les conséquences et les risques seraient à la charge des agriculteur·trices et des consommateur·trices. Les agriculteur·trices continueront à revendiquer le droit à une production alimentaire sans OGM et les consommateur·trices le droit à une alimentation sans OGM. Une condition préalable est la réglementation stricte des nouvelles techniques génétiques conformément à la législation européenne sur le génie génétique et la mise en œuvre du principe de précaution de l'UE ainsi que de la Convention sur la diversité biologique (CDB). C'est la seule façon de nous protéger de la contamination par les OGM dans les semences, dans les aliments pour animaux, dans nos cultures et dans nos assiettes.

Les plans de la Commission européenne qui ont fait l'objet de fuites sont inquiétants et semblent suivre la devise : profits pour les entreprises - risques pour tous. Les paysan·nes seront laissés sur le carreau. Pas avec nous ! Nous attendons une position claire de la part de la GFFA et du ministre Özdemir pour protéger la liberté du génie génétique - dans le monde entier !

Le temps presse : Monsieur le Ministre, agissez maintenant résolument pour le droit humain à l'alimentation et les droits des paysan·nes du monde entier !

13 années de protestation à Berlin nous ont fait comprendre une chose : nous avons besoin d'une société civile forte qui garde un œil sur la politique.

Les paysan·nes du monde entier attendent du GFFA, présidé par Cem Özdemir, qu'il prenne des mesures décisives pour la souveraineté alimentaire, les droits de l'homme et la lutte structurelle contre les causes de la faim.

Monsieur le Ministre, nous espérons que vous nous donnerez plus d'ambition pour une transformation agricole socialement juste, basée sur le droit humain à l'alimentation et les droits des paysan·nes (UNDROP) dans le monde entier.



Nous appelons donc les ministres de l'agriculture réunis au Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture, et en particulier le ministre allemand de l'agriculture, Cem Özdemir, à :

Compte tenu de la crise alimentaire mondiale :

1. d'élaborer enfin, dans le cadre du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), des réponses globales et inclusives fondées sur le droit à l'alimentation et permettant de faire face à l'aggravation de la crise alimentaire mondiale, du climat et de la biodiversité.
2. dans leur réaction rapide à la crise alimentaire mondiale, à concentrer enfin l'aide sur les producteurs qui subissent une transformation agro-écologique.
3. à soutenir avant tout les mesures qui servent la souveraineté alimentaire et la transformation des systèmes alimentaires.
4. de plaider pour un plan d'action mondial sur le droit à l'alimentation basé sur les recommandations du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation.
5. de s'engager à développer des stratégies nationales et multilatérales pour la mise en œuvre de l'UNDROP.

En ce qui concerne la diversité des semences rurales :

6. renforcer les droits des paysan·nes tels que prévus par le Traité international sur les semences (ITPGRFA) et l'UNDROP en réformant les législations nationales et régionales sur les semences et en faisant de l'UNDROP un élément central de la réforme des semences en cours dans l'UE.
7. renforcer le travail et les systèmes semenciers ruraux sur le plan financier également, par exemple en promouvant les banques de semences rurales et les programmes de formation.
8. Réformer les lois sur la propriété intellectuelle des semences afin que les droits des paysan·nes et des autochtones soient protégés ; interdire le brevetage des semences au niveau mondial ; et faire respecter le droit aux semences de ferme au niveau mondial.

En ce qui concerne le génie génétique :

9. d'appliquer le principe de précaution de la Convention sur la diversité biologique (CDB) de manière cohérente dans le monde entier. La législation européenne sur le génie génétique doit être mise en œuvre en conséquence. Les nouvelles technologies génétiques sont également des technologies à risque et doivent rester réglementées.
10. d'interrompre les efforts visant à déréglementer les produits des nouvelles techniques génomiques, comme cela est actuellement discuté dans l'UE et dans différents pays. Le droit à un élevage, une production et une alimentation sans OGM doit être sauvegardé.
11. Il faut éviter les interférences irrémédiables et étendues avec les milieux naturels et les semences non génétiquement modifiées. Le principe du pollueur-payeur doit être appliqué.